

ÉLISABETH GUIGOU

Présidente fondatrice d'Europartenaires, présidente de la Fondation Anna Lindh pour le dialogue des cultures euro-méditerranéennes, ancienne présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale de France

Karl Kaiser, associé principal du projet sur l'Europe et la relation transatlantique du Belfer Center for Science and International Affairs, Harvard

Élisabeth Guigou, que nous connaissons bien sûr en tant qu'ancienne présidente de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale et membre du gouvernement français.

Élisabeth Guigou

Puisque je suis censée, ici, donner un point de vue français – mais je donnerai aussi le point de vue d'une Française très européenne, avant que Zaki ne s'exprime pour l'Europe avant tout – Je voudrais rappeler que la France est un allié fidèle au sein de l'Alliance atlantique, et qu'elle le restera, même si la relation transatlantique n'est plus ce qu'elle était.

Un bref rappel historique, comme Jean-Claude vient de le faire : tout d'abord, il y a eu une continuité remarquable dans la politique française vis-à-vis des États-Unis et de l'Alliance atlantique. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, mais même auparavant, alors que naturellement, la France est très reconnaissante de l'appui décisif dans la victoire et évidemment très consciente et très reconnaissante du sacrifice de tant de jeunes Américains, il n'y a jamais eu un alignement total de la politique française sur la politique des États-Unis. On remarque cela du général de Gaulle à Emmanuel Macron, en passant par François Mitterrand, Nicolas Sarkozy et François Hollande. Alliés oui, mais alignés, non. La France et l'Europe, du point de vue de la France, ont des intérêts globalement convergents avec ceux des États-Unis – si l'on regarde les valeurs, naturellement, mais également la WPC 2021 Plenary session 3 4 volonté de maintenir un système multilatéral qui fonctionne – mais la France et l'Europe ont des intérêts propres à faire valoir, qui ne coïncident pas toujours avec ceux des États-Unis d'Amérique.

Si je veux résumer le point de vue français, je dirai aussi que la France, me semble-t-il, plaide pour qu'il y ait un partage des rôles et pour que, sur ces ententes fondamentales qui fondent l'Alliance atlantique, nous puissions travailler ensemble plus tôt, travailler dans un bon esprit de respect mutuel et non pas comme cela vient de se produire avec AUKUS, car on voit bien que la dénonciation de ce contrat a moins de conséquences sur le plan industriel qu'elle n'en a sur le plan géostratégique. Et c'est cela, me semble-t-il, qui est important.



Or, ce que je constate personnellement avec regret – mais je ne suis pas la seule – c’est que depuis le début des années 2000, on assiste à un découplage – ce n’est pas un divorce, plutôt un éloignement – de la France et de l’Europe, vis-à-vis des États-Unis. Cela ne remet pas en cause l’essentiel, heureusement, mais cela renforce le non-alignement, justement, sur les États-Unis d’Amérique, malgré les pressions plus fortes de ces derniers.

Trois dates, selon moi, sont essentielles :

Tout d’abord, 2003, la guerre d’Irak, dont on sait qu’elle a été fondée sur un mensonge – mais cela s’est su après – a provoqué une division entre Européens et un éloignement vis-à-vis des États-Unis, avec des répercussions sur le Royaume-Uni. Je pense, personnellement, que le premier acte du Brexit est là : la guerre d’Irak et la division.

La deuxième date, c’est août 2013, quand les bombardements chimiques de Bachar el-Assad sur son propre peuple ont constitué une ligne rouge pour Barack Obama. Tout était prêt pour une intervention, un bombardement des installations chimiques en Syrie, et à la dernière minute, Obama décide de ne pas intervenir. Après le discours sur le pivot asiatique, évidemment, cela a été ressenti comme un lâchage par les États-Unis. On a donc cette différence, qui s’est exprimée fréquemment dans l’attitude vis-à-vis de la Russie – car la France a toujours prôné la continuité du dialogue, même si c’est difficile, et d’ailleurs de plus en plus difficile, surtout depuis l’annexion de l’Ukraine – mais cette attitude des États-Unis a eu des conséquences considérables. La Russie a aidé Bachar el-Assad à gagner la guerre (mais pas la paix), et a étendu son influence dans tout le Proche et le Moyen-Orient. L’Iran s’est trouvé beaucoup plus libre de faire ce qu’il voulait, et la Turquie également.

Après, c’est AUKUS, et c’est là où nous en sommes. Certains disent qu’une fois que la France aura exprimé sa colère – c’était une vraie colère – it will not be business as usual. Tout d’abord, mon sentiment est que même si AUKUS peut avoir un intérêt tactique et de fait, a un réel intérêt tactique, pour le Royaume-Uni, c’est le premier accord global, pour « Global Britain », depuis le Brexit, mais ce n’est pas l’Australie qui va aider le Royaume-Uni à résoudre ses problèmes quotidiens. Et pour les États-Unis, bien sûr, il est important de renforcer sa présence stratégique dans cet espace indopacifique, mais quid des Européens qui ont une présence, qui ont une stratégie ? J’imagine que Zaki va en parler.

Et puis, de toute façon, nous avons besoin d’être ensemble, Européens et Américains, pour faire face à ces enjeux globaux. Je rejoins Jean-Claude sur ce point, j’espère qu’il n’y aura pas de nouvelle guerre froide, car je ne vois pas comment nous pourrions résoudre la question du climat en étant dans une guerre froide avec la Chine, qui est le premier émetteur de CO2 au monde.

Donc tout cela plaide pour le dialogue, la poursuite du dialogue avec la Russie et avec la Chine, mais cela plaide aussi pour que, qui WPC 2021 Plenary session 3 5 sont naturellement la sécurité à l’est les Européens doivent se recentrer sur les défis prioritaires pour eux – je suis heureuse de retrouver Bogdan, avec lequel nous avons un dialogue poursuivi là-dessus – sujet sur lequel l’Allemagne joue un rôle fondamental, mais elle est ambiguë vis-à-vis de la Russie avec le Nord Stream. Mais la sécurité à l’est est à rechercher avec Poutine, même si c’est très difficile.



Et puis, il y a l'Afrique. Il n'y a pas d'enjeux stratégiques plus importants pour l'Europe que l'Afrique. Et c'est très important pour les États-Unis, parce que la Chine, la Russie et la Turquie ne cessent de renforcer leur présence sur ce continent qui, à mes yeux, est un continent d'avenir. Et en tout cas, si l'Europe et les États-Unis ont intérêt à ce que le sous-emploi des jeunes en Afrique, la sécurité dans le Sahel, la question du climat puissent avoir des solutions, je pense que les États-Unis ont tout à fait intérêt à ce que l'Europe soit beaucoup plus forte et se recentre, et à ce que nous recherchions une complémentarité, plutôt qu'une compétition entre l'Europe et les États-Unis.

Je suis personnellement très heureuse que la naïveté vis-à-vis de la politique chinoise, qui a prévalu un certain temps – les Européens se battant entre eux pour être les meilleurs amis de la Chine – ait pris fin. Je pense que maintenant, nous examinons avec lucidité ce qui se passe, mais en même temps, c'est aussi avec la Chine qu'il faudra trouver des solutions sur le climat.

Karl Kaiser

Merci beaucoup.